



au menu

- **Au Canada, le régime alimentaire est lié au revenu du ménage**
- **Changer les modes de consommation pour nourrir l'humanité en 2050**
- **La restauration en France : encore des potentiels de marché**

## Au Canada, le régime alimentaire est lié au revenu du ménage

Sous plusieurs aspects, la consommation alimentaire est fonction du revenu du ménage. C'est l'une des constatations qui ressortent de l'étude *Vue d'ensemble des habitudes alimentaires des Canadiens*, publiée par Statistique Canada.

Ainsi, l'étude permet de découvrir que le pourcentage de calories issues des lipides s'accroît avec le revenu. En effet, les lipides représentent plus de 35 % de l'apport calorifique chez 25 % des adultes dans les ménages qui ont les revenus les plus élevés, comparativement à 15 % des adultes dans les ménages ayant les revenus les plus faibles. Pour l'essentiel, ces lipides proviennent des aliments suivants : viande, poisson, œufs, pâtisseries, crème glacée, avocats, noix, beurre et huile.

D'autres données révèlent que le régime alimentaire est lié au revenu. Par exemple, dans le cas des enfants de 10 à 16 ans, 62 % de ceux qui vivent dans les ménages ayant les revenus les plus élevés n'atteignent pas la consommation recommandée de trois portions de produits laitiers par jour, selon le Guide alimentaire canadien, comparativement à 75 % des jeunes faisant partie des ménages classés dans les autres groupes de revenu.

Au Québec, en 2008, un ménage consacrait en moyenne 7 396 dollars à l'alimentation, soit 12,2 % de ses dépenses totales avant impôts. Au Canada, la même année, les dépenses alimentaires représentaient une somme de 7 435 dollars, soit 10,4 % des dépenses totales avant impôts. Ces dépenses annuelles moyennes ne comprennent pas les boissons alcoolisées qui étaient évaluées, par ménage en 2008, à 907 dollars au Canada et à 870 dollars au Québec. On note que 16,8 % des unités familiales disposaient d'un faible revenu au Québec parmi les 3 483 432 ménages dénombrés en 2007 par l'Institut de la statistique du Québec. Un ménage est jugé sous le seuil de faible revenu quand les dépenses qu'il effectue pour l'alimentation, le logement et l'habillement dépassent 43 % de son revenu.

Source : <http://www.statcan.gc.ca/pub/82-620-m/2006002/4053669-fra.htm#milk>;  
[http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/famls\\_mengs\\_niv\\_vie/rev\\_enuus\\_depense/revenus/mfr96\\_2007.htm](http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/famls_mengs_niv_vie/rev_enuus_depense/revenus/mfr96_2007.htm).

## Changer les modes de consommation pour nourrir l'humanité en 2050

Dans un récent numéro, le magazine *Alternatives économiques* publie un article intitulé « Sommes-nous trop nombreux? » où l'on suggère de revoir nos modes de consommation pour pouvoir nourrir les neuf milliards d'habitants que doit compter la planète en 2050.

L'auteur, Bruno Parmentier, aborde également cette question dans son livre *Nourrir l'humanité. Les grands problèmes de l'agriculture mondiale du XXI<sup>e</sup> siècle*. Il met en évidence les problèmes que l'humanité devra affronter, qui sont principalement le manque d'eau, de terres et d'énergie, la pollution, les changements climatiques et la diminution de la biodiversité.

À titre d'exemple, la production à l'origine de la consommation des viandes requiert énormément de protéines végétales. Selon les standards de consommation américains, les récoltes actuelles de céréales ne nourriraient que 2,5 milliards de personnes, alors que le modèle indien permettrait de subvenir aux besoins de 10 milliards de personnes.

Dans les pays en voie de développement, la part du budget de la famille consacrée à l'alimentation dépasse parfois 60 % du revenu du ménage. Dans ces pays, l'agriculture locale n'arrive même pas à couvrir les besoins de base. Ainsi, la question de savoir si la planète sera en mesure de nourrir l'humanité en 2050 continue d'alimenter les débats. Le sujet est préoccupant, puisque l'accroissement démographique sera important dans les pays où les ressources sont insuffisantes, alors que le contraire se produira dans les pays riches.

Source : *Alternatives économiques*, numéro hors série : *L'état de l'économie 2010*, n° 84, février 2010

## La restauration en France : encore des potentiels de marché

En France, la restauration commerciale dispose encore de potentiels de marché élevés selon l'étude prospective de Precepta ayant pour sujet « Les IAA [industries agroalimentaires] face à la restauration hors domicile : quelles stratégies pour répondre aux mutations de la demande en RHD [restauration hors domicile] ». En effet, aujourd'hui, seulement un repas sur sept est pris à l'extérieur du domicile en France, comparativement à un sur trois en Grande-Bretagne et un sur deux aux États-Unis. Il ressort de l'étude que la fréquence de repas pris en dehors du domicile augmentera à moyen terme.

L'une des tendances mises en relief est la montée de nouveaux types de sandwicheries et la forte diversification des produits soutenue par l'arrivée massive des restaurants offrant des repas à base de pâtes ou de salades. Les auteurs font aussi valoir la nécessité d'adapter l'offre aux nouvelles attentes des consommateurs, notamment en matière de prix. Sur ce point, certains industriels cherchent d'ailleurs à court-circuiter les intermédiaires et à négocier de plus en plus directement avec les groupes de la restauration hors domicile afin de comprimer les coûts d'approvisionnement.

Toujours au sujet de la France, les auteurs entrevoient, comme à l'égard de la plupart des secteurs de l'économie, une véritable reprise pour le secteur de la restauration en 2012 avec une hausse de 2,5 % des ventes. Généralement, si les industries agroalimentaires servent de stabilisateurs économiques, il demeure que le secteur de la restauration fait partie des premiers postes budgétaires auxquels les ménages apportent des ajustements quand se produisent des retournements de conjoncture. Sur ce chapitre, la restauration française n'a pas été épargnée d'ailleurs, puisqu'elle a connu des reculs de son chiffre d'affaires de 1,5 % en 2008 et de 3 % en 2009.

À l'opposé, la restauration commerciale au Québec a enregistré une hausse nominale de 3,8 % de son chiffre d'affaires en 2009. C'est la restauration rapide qui a profité de la plus haute augmentation, avec une hausse nominale du chiffre d'affaires de 8,1 %. Toutefois, ce fut une année difficile pour les traiteurs et les bars qui ont subi des baisses respectives de 3,9 % et de 1,5 %.

Source : <http://www.processalimentaire.com/A-la-une/Les-defis-de-la-Restauration-Hors-Foyer-cap-sur-2012>.

